

Agence de Dijon
Bâtiment F
8 rue Jeanne Barret
21000 DIJON
Tel 03 80 52 21 68
dijon@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 2.0.0

Mission(s)	
AVISNOTICE_SECU, HAND, LE, LP (L*+P1), SEI (*)	
Nos références	Date
210C250F (210-C-2024-005B)	23/06/2025

DIJON CHU DIJON - SALLE
REGULARISATION

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE
TECHNIQUE N°2



Envoi	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE DIJON - DURAND Guillaume - JACOTOT Christophe	Maitre d'ouvrage guillaume.durand@chu-dijon.fr / christophe.jacotot@chu-dijon.fr
-------	---	--

Le chargé d'affaire,
Lionel GERARD

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°1 du 14/02/2025
Motif : complément DCE



ACCREDITATION
N° 3-019
Liste des sites et portées
disponibles sur
www.cofrac.fr

Seules certaines prestations d'inspection rapportées dans ce document
sont couvertes par l'accréditation.
Elles sont identifiées par le symbole *.

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	3
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	3
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	7
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	8
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	9
VIII.2 - Solidité des existants.....	12
VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant.....	14
VIII.4 - Classement et référentiel.....	18
VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*).....	20
VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - type U (*).....	27
VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*).....	29

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°1 du 14/02/2025

Motif : complément DCE

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°210-C-2024-005B et qui sont détaillées ci après :

- AVISNOTICE_SECU - Avis en phase rédaction de notice de sécurité
- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- LP - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables (L*+P1)
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Lionel GERARD

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE DIJON

5 boulevard Jeanne d'Arc

21079 DIJON Cedex

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Projet d'aménagement de "espace régularisation" au niveau du RDC du bâtiment n°50 Bocage Central du CHU de Dijon

Adresse de l'opération :

CHU DIJON 21000 DIJON

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

430 000 Euros HT

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 0000-00-00

Durée prévisionnelle des travaux : 6 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- Plans architectes - Date : juin 2025 - Réception : juin 2025

050_SALLE DE REGULATION ET REDANS_PRJ_SCHEMA ORGANISATION_20 08 24_A1

- Descriptifs - Date : juin 2025 - Réception : juin 2025

CCTP lot 01 cloisons faux-plafond, lot02 revêtement de sols faïence, lot 30 menuiseries int, lot 6 peinture et lot 7 vitrophanie

- Plans fluides - Date : juin 2025 - Réception : juin 2025

lot 7 CVCD et lot 8 CFOCFASSI

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Sans objet.

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

SECURITE INCENDIE

Généralités

- Attestations d'auto-contrôle (GE8)

Portes

- Portes simple vantail : PV de résistance au feu ½ heure

Aménagements

- Sols souples plastiques : PV de réaction au feu
- Faux-plafonds suspendus : PV de réaction au feu

Chauffage / climatisation / ventilation

- Calcul de la limite de concentration des fluides frigorigènes (fluides : A2, A2L et A3) par local.
- Canalisation de chauffage (hors canalisation métallique) : PV de réaction au feu
- Calorifuge canalisation chauffage/ECS/climatisation : PV de réaction au feu
- Conduit de ventilation : PV de réaction au feu (sauf acier)
- Calorifugeages ventilation : PV de réaction au feu M1

SSI

- Système de Sécurité Incendie : cahier des charges fonctionnel, scénarii de mise en sécurité, plans de zonage
- Système de Sécurité Incendie : dossier d'identité
- Système de Sécurité Incendie : PV de réception du coordonnateur SSI
- Système de Sécurité Incendie : certificat d'associativité des matériels
- Système de Sécurité Incendie : attestation d'autocontrôles (GE 8)
- CMSI : certificat de conformité NF/CE
- ECS : certificat de conformité NF/CE
- Détection incendie : PV d'essais aux foyers types (NF S 61-970)
- Détection incendie : PV d'essais d'efficacité (NF S 61-970)
- Détection incendie : certificat de conformité NF/CE des détecteurs
- Détecteurs Autonomes Déclencheurs : certificat de conformité NF S 61-961
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des déclencheurs manuels
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des diffuseurs sonores
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des diffuseurs visuels (flashes)
- Alarme incendie : PV d'essais fonctionnels
- Alarme incendie : PV de (re)mise en service

Eclairage

- Eclairage de sécurité : certificat de conformité NF/CE des BAES
- Eclairage de sécurité : certificat de conformité NF/CE des BAES/BAEH
- Eclairage : fiches techniques EN 60598 des luminaires

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)
- Solidité des existants
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - type U (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	HYPOTHESES GENERALES	HM	Pas de travaux structurel
	MENUISERIE - FAÇADE VITRÉE - VITRAGE		
	MENUISERIES EXTERIEURES		
	Principe constructif général	AF	Menuiseries en profilés d'aluminium laqué à rupture de pont thermique, de sections, formes et profils appropriés, comprenant des traverses intermédiaires et comportant toutes feuillures, rainures, gorges, recouvrement, etc... nécessaires. Laquage industriel répondant à la norme NF A 50-452
	Compatibilité du choix de menuiseries avec l'environnement	AF	L'entreprise devra nous fournir ses plans d'exécution traitant de tous les points singuliers, avec dossier technique sur la justification des fixation, mode de calfeutrement, DTA profils, certificat Cekal, label SNJF, classement AEV. demandé Visserie et petites pièces accessoires toujours en inox.
	Remplissages	AF	respect du DTU39p5; prévu Double Vitrage Vitrage de sécurité.
	Menuiseries en rénovation	AF	oints d'étanchéité en EPDM assurant l'étanchéité à l'eau et à l'air et tous autres joints nécessaires en fonction des conditions rencontrées. Les joints seront exécutés conformément au DTU et aux prescriptions SNJF. Tous ouvrages de drainage et d'évacuation des eaux vers l'extérieur. Mise en œuvre des menuiseries conformément au DTU 36.5 P1-1 et aux prescriptions SNJF.
	Dispositions constructives particulières	PM	Châssis fixes avec traverses intermédiaires en allège et en imposte équipés d'un élément de remplissage fixe, isolé, 2 faces alu thermolaqué de teinte RAL 9007, avec une finition extérieure de type cassette reprenant le motif d'un bardage à joint debout. l'entreprise devra justifier la bonne réalisation selon les règles de l'art
	MENUISERIES INTERIEURES		
	Blocs-portes	AF	Fourniture et pose de blocs-portes à âme pleine de type MALERBA
	ETANCHEITE DE PLANCHERS INTERMEDIAIRES		
	REVETEMENTS		
	REVETEMENTS DE SOL		
	Carrelages		
	Revêtements souples	AF	Suite à la dépose des revêtements de sols souples, rebouchage par tous les moyens jugés nécessaires de tous les trous, ouvertures et carottages au sol, réalisation d'un ragréage fibré (à prévoir U4), Revêtement PVC Bfl-s1 compact U4P3.
	PARTITIONS		
	CLOISONS		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Principe constructif général PLAFONDS Principe constructif général	AF AF	Cloisons de type Placostil 98/62 avec 1 plaque de plâtre de type BA 18 S sur chaque face Fourniture et pose de plafonds démontables à ossature apparente type MASTER A de chez ECOPHON Fourniture et pose de plafonds démontables à ossature apparente type EKLA de chez ROCKFON Euroclasse A1

VIII.2 - Solidité des existants

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Renseignements sur les existants	HM	Pas de travaux structurel

VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant

o Code de la construction et de l'habitation - articles L161-1 à L164-3, R164-1 à R164-5

Modifiés par

o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la construction et de l'habitation.

o Décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme,

o Décret n° 2009-500 du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments à usage d'habitation,

o Arrêt du conseil d'état n°295382 et n°298315 du 21 juillet 2009.

o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables

o Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-3 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

o Arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant, des installations existantes ouvertes au public ainsi que des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction

o Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugant pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Code de la construction et de l'habitation Livre I, Titre VI, Chapitre IV - Etablissements recevant du public existants	PM	Pas de public dans la zone de travaux
R164-1-I	Domaine d'application du présent chapitre	PM	Applicable aux ERP existants ou créés dans un cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes
R164-1-II & III	Dispositions applicables ou solutions équivalentes	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié –voir articles ci-dessous
R164-2-I	Travaux de modification ou d'extension dans ERP existants ou créés dans cadre bâti existant et IOP existantes : - a) à l'intérieur de volume ou surfaces existantes - b) construction de surfaces ou de volumes nouveaux à l'intérieur d'un cadre bâti existant		Maintien à minima des conditions d'accessibilité existantes Voir R164-1et arrêté du 08/12/14 modifié ci-dessous
R-164-2-II	Obligations pour les ERP existants ou créés dans cadre bâti existant, autres que ceux de 5ème catégorie : Obligation de mise en accessibilité selon R111-19-7 III Travaux d'accessibilité en cours à la date de parution de l'arrêté du 08/12/14 (JO du 13/12/14) Modifications ou renouvellement d'équipements		Arrêté du 08/12/14 modifié Application des articles 2 à 19 de l'arrêté du 01/08/06 avec possibilités de modalités particulières d'application selon les articles 3 à 11 de l'arrêté du 21 mars 2007 Arrêté du 08/12/14 modifié
R-164-2-III	Obligations pour les ERP existants ou créés dans un cadre bâti de 5ème catégorie et IOP existantes Obligation de fournir l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu Modifications dans des parties de bâtiments accessibles Modifications dans des parties non accessibles aux usagers fauteuils roulants (UFR)		Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié limité aux autres handicaps
R-164-2-IV	Application particulière : Réseaux souterrains de transports ferroviaires et de transports guidés	PM	Concerne le Maître d'ouvrage
R-164-3-I	Dérogation en cas de : impossibilité technique contraintes liées au patrimoine architectural disproportion manifeste Coût ou nature des travaux Rupture chaîne du déplacement refus des copropriétaires		Seuils financiers définis par arrêté à paraître
R-164-3-II	Etablissement remplissant une mission de service public : mesure de substitution obligatoire		
R-164-3-III	Modalités de dépôt et justifications à produire	HM	Selon arrêté à paraître
Art. R164-4	I- Conditions techniques d'application des articles R164-1 à R164-3 définies par arrêté II- Caractéristiques spécifiques pour certains établissements (Enceintes sportives ; Etablissements avec prestation visuelle ou sonore)	PM	Voir Arrêté du 08/12/14 modifié
Art. R164-5	Règles particulières à certains établissements (Etablissements pénitentiaires ; militaires ; Centres de rétention administrative et locaux de garde à vue ; Chapiteaux tentes et structures gonflables ou non ; Etablissements flottants)	PM	Arrêtés non parus
	Arrête du 08/12/2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-4 du Code de la construction et de l'habitation.		
Art. 1	Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes, avec ou sans travaux, satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19 Des solutions d'effet équivalent peuvent être mises en oeuvre Conditions de dépôt et d'obtention d'une solution d'effet équivalent Dispositions des articles 5 à 19 concernant : - les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour - les espace de manoeuvre de porte - les espace d'usage des équipements - la distance minimale entre la poignée de porte et l'angle rentrant Ne s'appliquent pas dans les étages et niveaux non accessibles aux fauteuils roulants	PM	
		PM	A la charge du MOA

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 2	Dispositions relatives aux cheminements extérieurs	HM	
Art. 3	Dispositions relatives au stationnement automobile	HM	
Art.4	Dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation	HM	
Art. 5	Dispositions relatives à l'accueil du public	HM	
Art. 6	Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales	HM	
Art. 7	Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales	HM	
Art.8	Dispositions relatives aux tapis roulants, escaliers mécaniques et plans inclinés	SO	
Art.9	Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes	HM	
Art.10	Dispositions relatives aux portes, portiques et sas	HM	
Art. 11	Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande.	HM	
Art. 12	Dispositions relatives aux sanitaires	HM	
Art. 13	Dispositions relatives aux sorties	HM	
Art. 14	Dispositions relatives à l'éclairage	HM	
Art. 15	Dispositions supplémentaires applicables à certains types d'établissement	PM	Article 16 à 19
Art 16	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements recevant du public assis	HM	
Art. 17	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements comportant des locaux d'hébergement	HM	Etablissements d'hébergements hôteliers, hôpitaux, internats, maisons de retraite...

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 18	Dispositions supplémentaires relatives aux cabines et espaces à usage individuel	HM	
Art. 19	Dispositions supplémentaires relatives aux caisses de paiement et aux dispositifs disposés en batterie ou en série	HM	
Art. 20	Sous-titrage en français Sous-titrage en français activé sur téléviseurs dans lieux publics si fonctionnalité disponible Mise à disposition d'une notice dans lieux privés pour activer sous-titrage et audio-description		
Art. 21	Abrogation de l'arrêté du 21/03/2007	PM	
Art. 22	Date d'application : 1er janvier 2015	PM	
Art. 23	Publication au journal officiel	PM	

VIII.4 - Classement et référentiel

Présentation de l'établissement :

Création d'un espace de salles de régulation dédié au personnel au RDC du bâtiment 50:

Le présent projet concerne la création d'un espace des salles de régulation dédié au personnel au RDC du bâtiment 50 du Bocage Central du CHU de Dijon.

Il sera créé :

- une salle de régulation de 143m² avec 18 postes
- des îlots des régulations totalisant 20 postes pour 160m² au total (6+4+10)
- un espace détente tisanderie de 35m² env
- circulation personnels, sanitaires, bureaux et local technique

Description sommaire des installations :

- Installations électriques :
- Equipement d'alarme / SSI :
- Moyens d'extinction fixes :
- Ventilation :
- Chauffage :
- Stockage combustible :
- Désenfumage :
- Cuisson :
- Ascenseur :

Date d'application du référentiel réglementaire : 23/09/2024

Classement :

Détermination des effectifs théoriques du public : 2995

Effectif du public : 2464 personnes

Effectif du personnel : 531 personnes

Effectif public + personnel : 2995 personnes

1ère catégorie de type M,N,R,U

PV de commission de sécurité justifiant le classement :

AT 021 231 24 R0182

Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Arrêté du 22/12/1981 portant approbation des dispositions particulières applicables au type M
- Arrêté du 21/06/1982 portant approbation des dispositions particulières applicables au type N
- Arrêté du 13/01/2004 portant approbation des dispositions particulières applicables au type R
- Arrêté du 23/05/1989 portant approbation des dispositions particulières applicables au type U
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

SO

Autres prescriptions particulières :

SO

VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public Section I - Classement des Etablissements GN 1 Classement des établissements. GN 2 Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux. GN 3 Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux. Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement GN 4 Procédure d'adaptation des règles de sécurité. GN 5 Etablissement comportant des locaux de types différents. GN 6 Utilisations exceptionnelles des locaux. GN 7 Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur. GN 8 Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation. GN 9 Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants. GN 10 Application du règlement aux établissements existants. Section III - Contrôle des Etablissements GN 11 Notification des décisions. GN 12 Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction. Section IV - Travaux GN 13 Travaux dangereux. Section V - Normalisation GN 14 Conformité aux normes - Essais de laboratoires. GN 14 Matériels des dispositions générales, désenfumage, moyens de secours hors SSI GN 14 Matériels du SSI GN 14 Matériels électriques GN 14 Matériels de chauffage, ventilation, gaz, cuisson GN 14 Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants. Section VI - Structures provisoires et démontables GN 15 Réglementation applicable aux structures provisoires et démontables Livre II Dispositions Applicables aux Etablissements des Quatre premières Catégories Titre Premier Dispositions Générales		Arrêté du 25/06/1980 modifié par l'arrêté du 28/06/2024 et précédents Cf « Classement et référentiel » AT 021 231 24 R0182 U, N, M et R A respecter par l'exploitant. transfert existant aménagement salle régulation pour le personnel au RDC bâtiment 50 PM AF HM HM HM AF HM HM

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Chapitre Premier - Généralités		
GE 1	Objet.	PM	
	Section I - Contrôle des Etablissements		
GE 2	Dossier de sécurité.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
GE 3	Visite de réception.	HM	A la charge de l'exploitant.
GE 4	Visites périodiques.	HM	A la charge de la commission de sécurité.
GE 5	Avis relatif au contrôle de la sécurité.	HM	A la charge de l'exploitant.
	Section II - Vérifications Techniques		
GE 6	Généralités.	PM	
	Sous-section 1 – Vérifications techniques assurées par des organismes agréés par le ministre de l'intérieur		
GE 7	Conditions d'applications.	AF	Vérifications effectuées conformément à GE8 par la société Bureau Alpes Contrôles.
GE 8	Types de vérifications.	AF	
GE 9	Rapports de vérifications.	AF	Etablis selon GE9 et remis après vérifications.
	Sous-section 2 – Vérifications techniques pouvant être assurées par des techniciens compétents		
GE 10	Obligations des techniciens compétents lors des vérifications.	PM	
	Chapitre II - Construction		
CO 1 - CO 5	Section I - Conception et Desserte des Bâtiments	HM	
CO 6 - CO 10	Section II - Isolement par Rapport aux Tiers	HM	
CO 11 - CO 15	Section III - Résistance au Feu des Structures	HM	
CO 16 - CO 18	Section IV - Couvertures	HM	
CO 19 - CO 22	Section V - Façades	HM	
	Section VI - Distribution Intérieure et Compartimentage		
CO 23	Généralités.	AF	traditionnel
CO 24	Caractéristiques des parois verticales et des portes (cloisonnement traditionnel et secteur).	AF	Les parois sont CF1H Cloisons de type Placostil 98/62 EI60 toute hauteur avec porte E30
		AF	Il est prévu uniquement porte EI30 pour entrée dans la circulation y compris le vitrage EI30 (concerne toutes les portes donnant sur les circulations 4 et 8).
CO 25	Compartiments.	SO	
CO 26	Recoupement des vides.	AF	Les plénums seront <80cm ou détectés si les plénums ont une hauteur > à 80cm.
	Section VII - Locaux non accessibles au public, Locaux à Risques Particuliers		
CO 27	Classement des locaux en fonction de leurs risques.	PM	
CO 28	Locaux à risques particuliers.	AF	local technique: Le local à risques moyens sera isolé par des planchers « hauts » et parois CF de degré une heure avec des blocs-portes CF de degré une demi-heure équipés d'un ferme-porte.
CO 29	Locaux à risques courants et logements du personnel.	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Section VIII - Conduits et Gaines		
CO 30	Généralités.	AF	
CO 31	Conduits traversant, prenant naissance ou aboutissant dans un local à risques courants ou moyens accessibles ou non au public.	AF	Les conduits sont placés dans des gaines respectant les articles CO30 à CO33 et assurent le coupe-feu de traversée. Les conduits placés hors gaines sont en matériaux M1 sont équipés de manchon coupe-feu.
CO 32	Conduits traversant, prenant naissance ou aboutissant dans un local à risques importants.	SO	
CO 33	Vide-ordures et monte-charge.	SO	
	Section IX - Dégagements		
	Sous-section 1 - Dispositions générales		
CO 34	Terminologie.	PM	
CO 35	Conception des dégagements.	AF	
CO 36	Unité de passage, largeur de passage.	AF	
CO 37	Saillies et dépôts.	SO	
CO 38	Calcul des dégagements.	AF	3 sorties totalisant 4UP pour moins de 50 personnes
CO 39	Calcul des dégagements des locaux recevant du public installés en sous-sol.	SO	
CO 40	Enfouissement maximal.	SO	
CO 41	Dégagements accessoires et supplémentaires.	SO	
CO 42	Balisage des dégagements.	AF	
	Sous-section 2 - Sorties		
CO 43	Répartition des sorties, distances maximales à parcourir.	AF	
CO 44	Caractéristiques des blocs-portes.	AF	blocs portes
CO 45	Manoeuvre des portes.	AF	
CO 46	Portes des sorties de secours.		
CO 46§1	Manoeuvre des portes.	AF	non comdamnée
CO 46§2	Verrouillage des portes.	SO	
CO 46§3	Dispositifs de dissuasion.	SO	
CO 47	Portes à fermeture automatique.	SO	
CO 48	Portes de types spéciaux.	SO	
CO 49 - CO 56	Sous-section 3 - Escaliers	HM	
CO 57 - CO 60	Sous-section 4 – Espaces d'attente sécurisés	HM	
CO 61 - CO 61 §7	Section X - Tribunes	SO	
	Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier		
AM 1	Généralités.	PM	
	Section I – Produits et Matériaux de Parois		
AM 2	Produits et matériaux de parois.	PM	
AM 3	Parois des dégagements protégés.	SO	
AM 4	Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux.	AF	parois M2 plafond M1;Fourniture et pose de plafonds démontables à ossature apparente type MASTER A de chez ECOPHON A2-s1, d0 Fourniture et pose de plafonds démontables à ossature apparente type EKLA de chez ROCKFON Euroclasse A1 Fourniture et pose d'un plafond non démontable sous dalle béton type PLACOSTIL de chez PLACOPLATRE
AM 5	Plafonds des dégagements non protégés et des locaux.	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
AM 6	Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux.	SO	Revêtement PVC Bfl-s1et Cfl-s1
AM 7	Sols des dégagements non protégés et des locaux.	AF	
AM 8	Produits d'isolation.	SO	
AM 9 - AM 10	Section II - Eléments de Décoration	SO	
AM 11 - AM 14	Section III - Tentures, Portières, Rideaux, Voilages, Cloisons coulissantes ou repliables	SO	
AM 15 - AM18 § 3	Section IV - Gros Mobilier, Agencement Principal, Planchers Légers Surélevés	SO	non modifié
AM 19 - AM 20	Section V – Elements à vocation décorative	SO	
DF 1 - DF 10	Chapitre IV - Désenfumage	HM	
	Chapitre V - Chauffage, ventilation, réfrigération, climatisation, conditionnement d'air et installation d'eau chaude sanitaire		
	Section I - Généralités		
CH 1	Objectif et domaine d'application.	PM	limités aux radiateurs, terminaux réseau eau glacée
CH 2§1	Règles applicables aux appareils	AF	
CH 2§2	Règles applicables aux installations	AF	A la charge du Maître d'Ouvrage.
CH 3	Sources énergétiques autorisées.	HM	
CH 4	Documents à fournir.	HM	
CH 5 - CH12-1 §6	Section II - Implantation des Appareils de Production de Chaleur	HM	Section abrogée par arrêté du 14/02/2000.
CH 13 - CH 17	Section III - Stockage des Combustibles	SO	
CH 18 à CH 22	Section IV - Distribution en Phase Liquide de Butane et de Propane	HM	
CH 23 - CH 25	Section V - Chauffage à Eau Chaude, à Vapeur et à Air Chaud	SO	Article abrogé par arrêté du 14/02/2000 Article abrogé par arrêté du 14/02/2000
	Section VI - Eau Chaude Sanitaire		
CH 26	Production d'eau chaude sanitaire.	AF	
CH 27	Calorifugeage.	AF	
	Section VII - Traitement d'Air et Ventilation		
CH 28	Installation de ventilation.		Article abrogé par arrêté du 14/02/2000 Article abrogé par arrêté du 14/02/2000
	Sous-section 1 - Ventilation de confort		
CH 29	Température de l'air.	HM	
CH 30			
CH 31			

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CH 32	Circuit de distribution et de reprise d'air.	AF	Mo
CH 33	Prises et rejets d'air.	HM	
CH 34	Dispositifs de sécurité.	HM	eau glacée
CH 35	Equipements ou installations utilisant des fluides frigorigènes	AF	
CH 35§2	- Dispositions applicables quel que soit le fluide frigorigène utilisé		
CH 35§3	- Dispositions applicables en cas d'emploi de fluides frigorigènes inflammables (hors salle des machines)		
CH 35§3	- Dispositions applicables en cas d'emploi de fluides frigorigènes inflammables (en salle des machines)		
CH 35§4 et 5	- Emploi de fluides frigorigènes toxiques ou production de froid à combustion		
CH 36	Centrale de traitement d'air.	HM	
CH 37	Batterie de résistance électrique.	HM	
CH 38	Filtres.	HM	A la charge de l'exploitant.
CH 39	Entretien des filtres.	HM	
CH 40	Unités de toiture monoblocs sans combustion	HM	
CH 40	Unités de toiture monoblocs à combustion	HM	
	Sous-section 2 - Ventilation mécanique contrôlée		Travaux limités aux salles
CH 41	Principes de sécurité des installations de ventilation mécanique contrôlée.	HM	
CH 42	Mise en place de dispositifs d'obturation.	AF	Il est confirmé que l'on reste dans la même ZC et même zone non accessible au public.
CH 43	Fonctionnement permanent du ventilateur.	HM	
CH 44 - CH 56	Section VIII - Appareils Indépendants de Production, Emission de Chaleur	HM	
	Section IX - Entretien et Vérification		
CH 57	Entretien.	HM	A la charge de l'exploitant.
CH 58	Vérifications techniques.	PM	
GZ 1 - GZ 30	Chapitre VI - Installations aux gaz combustibles et aux hydrocarbures liquéfiés	HM	Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
EL 1 - EL 23	Chapitre VII - Installations électriques	HM	
	Chapitre VIII - Eclairage		
	Section I - Généralité		
EC 1	Objectifs.	PM	
EC 2	Règles générales.		
EC 3	Définitions des différents éclairages.	PM	
EC 4	Documents à fournir.		
EC 5	Appareils d'éclairage.		
	Section II - Eclairage Normal		
EC 6	Règles de conception et d'installation.		
	Section III - Eclairage de Sécurité		
EC 7	Conception générale.	PM	
EC 8	Fonctions de l'éclairage de sécurité.		
EC 9	Eclairage d'évacuation.		
EC 10	Eclairage d'ambiance ou d'anti-panique.		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
EC 11	Conception de l'éclairage de sécurité à source centralisée constituée d'une batterie d'accumulateurs.		
EC 12	Conception de l'éclairage de sécurité par blocs autonomes.		
EC 13	Maintenance et entretien.	HM	A la charge de l'exploitant
EC 14	Exploitation.	HM	A la charge de l'exploitant
EC 15	Vérifications.	PM	Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
AS 1 - AS 11	Chapitre IX - Ascenseurs, Escaliers mécaniques et trottoirs roulants	SO	
GC 1 - GC 22	Chapitre X - Installation d'appareils de cuisson destinés à la restauration	SO	
	Chapitre XI - Moyens de secours contre l'incendie		
	section I - Généralités		
MS 1	Différents moyens de secours.	PM	
MS 2	Dispositions particulières.	PM	
MS 3	Documents à fournir.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
MS 4 - MS 40	Section II - Moyens d'Extinction	HM	
MS 41 - MS 44	Section III - Dispositions visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers	HM	
MS 45 - MS 52	Section IV - Service de Sécurité d'Incendie	HM	
MS 53 - MS 69	section V - Système de Sécurité Incendie (S.S.I)	HM	
MS 70 - MS71 §8	Section VI - Système d'Alerte	HM	
MS 72 - MS 75	Section VII - Entretien, Vérifications et Contrôles	HM	

VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - type U (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Chapitre IX - Etablissements du Type U (Etablissement de soin)		Arrêté du 10/12/2004 modifié par arrêté du 11/12/2009 et précédents.
U 1 - U 4	Section I - Généralités	HM	
U 5 - U 7	Section II - Isolement et Implantation	HM	
U 8 - U 15	Section III - Construction	HM	
	Section IV - Dégagements		
U 16	Circulations horizontales	AF	
U 17			Abrogé à la suite de la modification de l'article U5§2
U 18	Escaliers	HM	
U 19	Distance maximale à parcourir	AF	
U 20	Fonctionnement des portes de recoupement	HM	
U 21	Fonctionnement des autres portes	HM	
U 22	Locaux pour détenus		
U 23 - U 25	Section V - Aménagements Intérieurs	HM	
U 26 - U 26 §6	Section VI - Désenfumage	HM	
U 27U 27	Section VII - Chauffage, Ventilation	HM	
U 28 - U 29	Section VIII – Appareils de cuisson et de remise en température	SO	
	Section IX - Installations Electriques		
U 30§1	Conformité des installations électriques à la NF C 15-211		
U 30§2	Continuité de services des zones U10 en cas d'incendie		
	Section X - Eclairage		
U 31		SO	Abrogé par l'arrêté du 19 novembre 2001
U 32	Eclairage de sécurité		
U 33 - U 35	Section XI - Dispositions Spéciales applicables aux locaux d'AIA	HM	
U 36 - U 40	Section XII - Ascenseurs et monte-charge	HM	
U 41 - U 48	Section XIII - Moyens de Secours	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Section XV - Hôpitaux de jour, Locaux médicaux de thermalisme		
U 49	Définition		
U 50	Dispositions applicables		
	Section XVI – Conditions d'installation des gaz médicaux		
U 51	Application	PM	
	Sous-section 1 Magasins et centrales de stockage		
U 52	Généralités		
U 53	Local de stockage		
U 54	Dispositif de secours de proximité		
U 55	Dispositions particulières applicables aux stockages cryogéniques		
	Sous-section 2 Réseaux de distribution		
U 56	Cheminement des canalisations		
U 57	Traversées		
U 58	Parcours extérieurs aux bâtiments		
U 59	Vannes de sectionnement		
	Sous-section 3 Distribution par récipients mobiles		
U 60	Généralités		
U 61	Utilisation d'oxygène liquide		
	Sous-section 4		
	Consignes – Entretien –		
	Vérifications techniques		
U 62	Consignes et plans		
U 63	Entretien	HM	A respecter par l'exploitant Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
U 64	Vérifications techniques		

VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps et éléments de protection ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CCH L134-12 - PPRN	Sécurité des occupants CODE DU TRAVAIL Livre II Titre I Chapitre IV SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL	HM	Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
R4214-5 - R4214-8	Section I Caractéristiques des bâtiments	HM	
R4214-9 - R4214-17	Section 2 Voies de circulation et accès	HM	
R4214-18 - R4214-21	Section 3 : Quais et rampes de déchargement	SO	
R4214-22 à 25	Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail	HM	
R4214-26 à 28	Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés	HM	Voir mission spécifique
	Chapitre V		
	INSTALLATIONS ELECTRIQUES	PM	Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
R4215-1	Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d'incendie ou d'explosion.	PM	
R4215-2	Dossier Technique	PM	Rappel des documents devant être intégrés au dossier technique de l'établissement : - plan des locaux à risques particuliers/BE2-BE3 plus particulièrement. - plan à l'échelle, de l'implantation des prises de terre et réseaux enterrés. - cahier des clauses techniques - schéma de principe (avec synoptique si nécessaire – carnet de câbles – notes de calculs) - éléments caractéristiques de l'appareillage.
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.		
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses		
R4215-5	Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.		
R4215-6	Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.		
R4215-7	Dispositifs de sectionnement.		
R4215-8	Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4215-9	Mise en oeuvre des canalisations électriques.		
R4215-10	Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)		
R4215-11	Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension		
R4215-12	Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.		
R4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)		
R4215-14	Conformité des installations électriques aux normes homologuées.		
R4215-15	Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.		
R4215-16	Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen.		
R4215-17	Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)		
	CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation		
R4216-1 - R4216-4	Section 1 Dispositions générales	HM	inchangé
	Section 2 Dégagements		
R4216-5	Largeur des dégagements.	AF	
R4216-6	Application des articles R4227-4 à 14 à l'exception de R4227-5 et R4227-12	AF	
R4227-4	Dispositions générales absence de cul de sac	AF	
R4227-6	Manoeuvre des portes	AF	
R4227-7	Portes coulissantes, à tambour et s'ouvrant vers le haut	SO	
R4227-8	Ascenseurs, monte-charge, chemins et tapis roulants non comptabilisés dans les dégagements	SO	
R4227-9	Conception escaliers	SO	
R4227-10	Sécurité d'utilisation des escaliers	SO	
R4227-11	Dissociation escaliers Etages / sous-sols	SO	
R4227-13	Signalisation des issues	AF	
R4227-14	Eclairage de sécurité	AF	
R4216-7	Saillies et dépôts	SO	
R4216-8	Nombre et largeur exigible des dégagements	AF	
R4216-9	Dégagements des locaux situés en sous-sol.	SO	
R4216-10	Locaux situés à plus de 6 m en dessous du niveau moyen des seuils d'évacuation	SO	
R4216-11	Distances maximales des itinéraires de dégagements	SO	
R4216-12	Dispositions relatives aux escaliers	SO	
R4216-13 - R4216-16	Section 3 Désenfumage	HM	
R4216-17 - R4216-20	Section 4 Chauffage des Locaux	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4216-21-1 - R4216-23	Section 5 Stockage ou Manipulation de matières inflammables	SO	
R4216-24 - R4216-29	Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol	SO	
R4216-30 - R4227-41	Section 7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	HM	
R4216-31R4216-31	Section 8 – Prévention des explosions	HM	
R4216-32 - R4216-34	Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative	HM	
Art. 1 - Art.15	Arrêté du 5 Août 1992	HM	
Arrêté du 23/06/1978	Installations de Chauffage	HM	
Arrêté du 21/03/1968	Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquides	HM	
Arrêté du 01/07/2004	Installations de Stockage Produits petroliers	HM	
Arrêté du 30/07/1979	Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquéfiés	HM	
Arrêté du 23/02/2018	Installations de Gaz	HM	
Arrêté du 22/10/1969	Conduits de Fumée	SO	
Art 3 décret 2011-36 - R142-5	DETECTEURS DE FUMEE DANS LES LIEUX D'HABITATION Décret 2011-36 du 10 janvier 2011 et , décret 2015-114 du 2 février 2015 et arrêté du 5 février 2013	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12- D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12-	APPAREILS SOUS PRESSION DE GAZ ET DE VAPEUR	SO	
Décret n° 2003-296	DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS	SO	
ART. 1 - Art. 8 à Art. 10	PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES ET SEMI-AUTOMATIQUES SUR LES LIEUX DE TRAVAIL	HM	